



6 rue Alphonse Rio · 56100 Lorient · FRANCE
+ 33 297 83 11 69 · info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

Avis XX : Possibilités de Pêche 2017

Le CC Sud a émis plusieurs recommandations générales en septembre 2016, dans le cadre de la réponse à la consultation organisée par la DG Mare sur ce sujet.

Il entend désormais les décliner de manière spécifique, en établissant des recommandations stocks par stock.

Le CC Sud réitère ses félicitations à l'adresse du CIEM, pour l'ensemble des travaux réalisés durant la période récente, avec en particulier, l'identification d'intervalle permettant d'assurer une production maximisée.

Ces recommandations sont formulées sur la seule base des avis du CIEM, et ne se positionnent pas sur les négociations portant sur le « quota uplift » en lien avec la mise en œuvre de l'Obligation de Débarquement.

- Merlu Nord :

Il convient de se féliciter de l'excellent état de ce stock, qui, bien que dépassant le territoire de compétence du CC Sud, représente en tonnage, l'un des stocks majeurs pour le CC Sud.

A la fois soucieux de maximiser la production lorsque cela est possible, et de limiter de fortes variations interannuelles des possibilités de pêche, le CC Sud préconise le suivi de l'approche cadre MSY, conduisant en une augmentation des possibilités de pêche pour 2017, à hauteur de 123 777 Tonnes (+13%).

- - Baudroies VIIIc

Les avis du CIEM pour ces stocks sont très réjouissants aussi. On ne peut que se féliciter de constater des recommandations qui conduisent en une quasi duplication des possibilités de pêche, proposées au regard de l'approche cadre MSY.

Compte-tenu des précédentes diminutions des possibilités de pêche observées, il est estimé qu'une telle augmentation n'aura pas de conséquences en termes de commercialisation, et qu'elles peuvent donc être suivies en l'état (4 375 Tonnes).





6 rue Alphonse Rio · 56100 Lorient · FRANCE
+ 33 297 83 11 69 · info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

- Sole VIIIab

Pour ce stock, il faut tout d'abord rappeler le cadre particulier qui lui est appliqué depuis 2010, reposant sur une stratégie de TAC Fixe Pluriannuel. En outre, sous couvert des travaux conduits par le CIEM dans le cadre de l'identification des intervalles de valeur MSY, il faut noter la révision à la hausse de la valeur médiane de MSY (depuis 0,26 vers 0,33), et la borne haute de cet intervalle, située à 0,48. De ce fait, depuis 2009, il faut considérer que ce stock est exploité à des niveaux de mortalité par pêche autorisant une production maximisée.

Pour les membres du secteur du CC Sud, la reconduction des possibilités de pêche établies en 2016 (3420 Tonnes) pour l'année de gestion 2017 doit être vue comme un minimum. Il apparaît en effet qu'elle conduirait en une augmentation de la biomasse de 10%, et un niveau de mortalité par pêche (0,33) très proche de la valeur médiane de Fmsy.

Cette proposition est formulée dans l'attente de nouveaux travaux de réactualisation des stratégies reposant sur des TAC Fixes, reposant sur la nouvelle valeur médiane de Fmsy, qu'il conviendrait de réaliser le plus rapidement possible.

- - Merlu VIIIc :

Pour ce stock aussi, il convient de se féliciter de l'augmentation régulière et importante des niveaux de biomasse sur la période récente, qui est pour partie la résultante des importants efforts pour faire diminuer la mortalité par pêche.

Il doit ainsi être noté que la mortalité par pêche appliquée pour ce stock n'est plus très éloignée de l'intervalle de valeur Fmsy (borne haute : 0,36).

Compte tenu de la tendance positive de la biomasse, et de la situation socio-économique des différentes pêcheries exploitant ce stock (*à détailler pendant le Comité Exécutif*), l'atteinte de l'objectif MSY dès l'an prochain n'apparaît pas souhaitable.

Le CC Sud préconise pour 2017 l'application d'une mortalité par pêche aux environs de 0,45, conduisant en un TAC aux environs de 13 000 Tonnes, et permettant la poursuite de l'augmentation des niveaux de biomasse.

Le CC Sud rappelle enfin que toute éventuelle diminution du TAC supérieure à 15% serait contraire au règlement 2165/2005.

- - Cardine VII – VIII :

Il convient tout d'abord de se féliciter de voir ce stock nouvellement couvert par une évaluation analytique.





6 rue Alphonse Rio · 56100 Lorient · FRANCE
+ 33 297 83 11 69 · info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

Le CC Sud est heureux de constater des tendances très positives pour ce qui concerne les indices de biomasse, régulièrement à la hausse, et une diminution de la mortalité par pêche régulière elle aussi, se situant très près de la valeur médiane de Fmsy en 2015.

On soulignera que les estimations de biomasse en 2016 et 2017 pour ces espèces indiquent une situation de plus haut historique observé depuis 1984.

Compte tenu de la relative stabilité des TAC sur la période récente, des augmentations de biomasse constatées, et du niveau de mortalité par pêche observé, très proche du F médian, le CC Sud est relativement surpris de constater l'aussi forte baisse qui serait occasionnée par l'application de l'approche cadre MSY pour ce stock pour l'an prochain.

Il ne peut donc que recommander une approche plus précautionneuse, reposant sur la reconduction des possibilités de pêche 2016 (20 056 Tonnes), ce qui conjugué à l'augmentation supposée de la biomasse, devrait autoriser la poursuite de la diminution de la mortalité par pêche.

- Langoustine VIIIc :

Les Membres du secteur du CC Sud ne peuvent soutenir l'absence de captures proposée par le CIEM, qui reviendrait de facto à fermer des zones de pêche, en ce qui concerne l'utilisation de certains engins susceptibles de la capturer.

Il semble de plus qu'un TAC 0 pour ce stock, serait contraire à l'esprit de la PCP, qui préconise la meilleure utilisation possible de la protéine animale.

En ce sens, ils militent pour le maintien des possibilités de pêche établies en 2016 pour ce stock, qui doit être vu comme un quota de pêche accessoire.

- Langoustine IXa :

A compléter

- Baudroies VII – VIII :

Les avis du CIEM émis cette année valent pour 2017 et 2018. Ils sont rigoureusement identiques à ceux publiés en 2014. Au vu de cette cohérence, les Membres du secteur du CC Sud recommandent la reconduction des niveaux de possibilités de pêche appliqués en 2015 et 2016 (42 500 Tonnes pour l'ensemble du stock) pour les deux prochaines années.

- Cardine VIIIc :

L'application de l'approche cadre MSY conduirait à peu de choses près, en une reconduction des possibilités de pêche. Néanmoins, au regard des impacts liés à la





6 rue Alphonse Rio · 56100 Lorient · FRANCE
+ 33 297 83 11 69 · info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

brutale diminution des possibilités de Pêche pour 2015, il est souhaité une hausse de 10%.

- Plie, lieu jaune et merlan VIII :

Les Membres du secteur du CC Sud considèrent que le lieu jaune et le merlan VIII devraient bénéficier du même statut que la plie VIII (« stock à stabilité présumée »). Ils souhaitent ainsi que le quota de merlan pour la zone VIII soit rehaussé à son niveau de 2015 (3175 Tonnes) pour l'an prochain. Pour le lieu jaune, il est demandé le roll over des possibilités de captures.

- Stocks de raies VIII et IX :

Les Membres du secteur du CC Sud se sont toujours opposés aux diminutions proposées sur la base de l'absence de diagnostic scientifique précis, et du principe de précaution pour ces stocks.

Une nouvelle fois, ils estiment que la reconduction des possibilités de pêche serait un minimum, et qu'une légère augmentation des possibilités de pêche serait souhaitable.



Région
PAYS DE LA LOIRE





XUNTA DE GALICIA

galicia

**CONSEJO DE MINISTROS DE PESCA DE LA
UNIÓN EUROPEA**

JUNIO 2016



Comunidade Autónoma de Galicia

Documento analítico

**COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL
PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO
Consulta sobre las posibilidades de pesca
para 2017 en virtud de la Política Pesquera
Común COM (2016) 396 final**

Influencia sobre las flotas gallegas



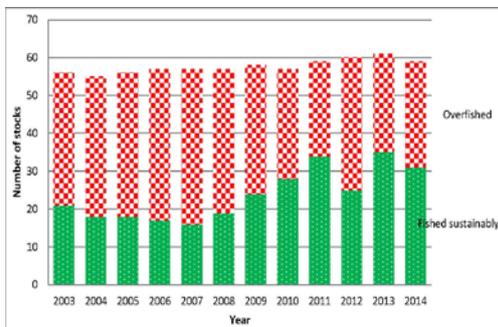
1. Sobre el estado de los trabajos de evaluación y determinación científica del estado de los recursos sometidos a TAC y cuotas:

- a. Se plasma un freno a la evolución positiva que la evaluación de los recursos ha dado sobre el alcance del nivel RMS en el global de las especies sometidas a TAC y cuotas → si bien desde 2008 se ha avanzado de forma sensible, entre 2014 y 2015 se ha dado un ligero retroceso en la línea de alcance del nivel de sostenibilidad → tal y como reconoce la propia Comisión Europea:

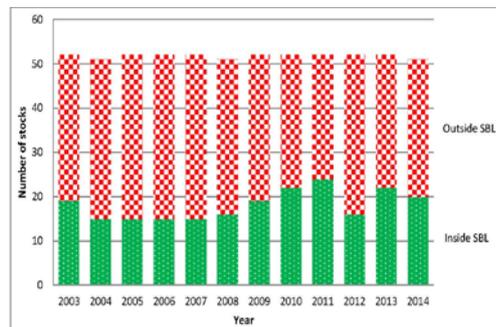
[...] Según el CCTEP, se han hecho avances en general para alcanzar el RMS. En todas las regiones con TAC, el índice de pesca por encima del RMS se ha reducido considerablemente. La relación entre capturas y F_{RMS} fue de 104 % en 2014 (147 % en 2003 y 120 % en 2008). Los mejores resultados se observan en el mar del Norte (en sentido amplio), donde la mortalidad por pesca media de las flotas fue de 92 % respecto al F_{RMS} en 2014 (148 % en 2003, 123 % en 2008). A pesar de las importantes tendencias bajistas, otras regiones y pesquerías siguen registrando sobrepesca en relación con el valor F_{RMS} .

La Comunicación sobre las posibilidades de pesca de 2015 señalaba que las capturas de 32 de las 62 poblaciones evaluadas con respecto al RMS fueron conformes con este último en 2013. El informe del CCTEP de este año analiza que las capturas de 31 del total de 59 poblaciones evaluadas con respecto al RMS fueron conformes con este último en 2014. [...]

- b. Estas cifras se derivan también de una ligera bajada (no preocupante pero si reseñable) en el nivel de stocks que están siendo sobrepescados y en el de aquellos que se encuentran fuera de límites biológicos de seguridad por haber abandonado su biomasa de reproductores niveles de sostenibilidad.



Stocks pescados a nivel sostenible (RMS)



Stocks con biomasa en límites de seguridad



- c. El documento no hace referencia, como si lo hacía en otras anualidades anteriores, al número de stocks y especies que han sido evaluados científicamente y que determina la aplicación de los diferentes modelos de aproximación y determinación de recomendaciones de establecimiento de TAC y cuotas → en este sentido se desconoce si la línea ascendente (entre 2006 y 2014 el número de poblaciones con dictámenes cuantitativos de capturas aumentó de 59 a 72) se ha consolidado.

- d. Observamos con atención la consideración realizada sobre la influencia de factores naturales en la evolución de los recursos pesqueros, tal y como hemos venido denunciando, y que ahora la propia Comisión Europea recoge en su documento:

[...] En relación con los datos de 2013 y 2014, el informe del CCTEP parece indicar que la tendencia histórica de grandes avances hacia el RMS se puede estar ralentizando. Este hecho no se debe necesariamente tan solo a la sobrepesca, sino también al cambio de las condiciones medioambientales u otros factores biológicos.[...]



2. Sobre el estado general de los recursos por áreas geográficas de pesca en las que está presente la flota gallega:

- a. Observamos con pesimismo (salvo en el caso del jurel) la evaluación de los recursos de especies pelágicas en el área del Atlántico Nororiental → cuyo impacto de mortalidad por pesca causado por terceros estados y por EEMM ajenos a nuestra flota está siendo negativo → este impacto es muy superior al efectuado por la flota española, en general, y gallega, en particular.

[...] La situación también es positiva para el jurel del sur y occidental, y el TAC permite la pesca a niveles correspondientes al RMS en 2016.

Sobre la base del acuerdo de 2014 entre las islas Feroe, Noruega y la UE para la gestión sostenible de la caballa, y teniendo en cuenta la estrategia de gestión presentada al CIEM en 2016, se acordó un TAC para 2016 que se sitúa un 20 % por debajo del nivel de 2015. Esta pesquería sigue por encima del F_{RMS} . No existe ningún acuerdo sobre la bacaladilla entre los Estados ribereños. La UE y las islas Feroe basaron sus cuotas unilaterales en el nivel del F_{RMS} , mientras que Noruega e Islandia lo hicieron sobre una cifra más elevada. En 2016, esta pesquería se situará muy por encima del F_{RMS} . [...]

- b. Observamos con optimismo el estado y evolución de los recursos sometidos a TAC y cuotas en el área del caladero cantábrico y Noroeste y Golfo de Vizcaya → salvo en la merluza y el gallo, casos conocidos y ya abordados.

[...] La población septentrional de merluza sigue mostrando una tendencia de crecimiento. La población meridional de merluza y la de gallo se encuentran por encima de los límites biológicos seguros, pero se capturan por encima del RMS. El rape se pesca de forma sostenible y se encuentra en buen estado. La población de cigala (mar Cantábrico y norte de la Península Ibérica) sigue agotada, pero esta población se mantiene estable o crece en el sur.

La anchoa del Golfo de Vizcaya se pesca de modo sostenible, la población es plenamente reproductiva y se sitúa por encima del tamaño medio reciente. La mortalidad por pesca del lenguado ha aumentado recientemente, pero la población se encuentra dentro de límites seguros. Solo se dispone de un reducido número de evaluaciones de poblaciones para el Golfo de Vizcaya y las aguas atlánticas de la Península Ibérica.[...]

- c. Observamos con optimismo el estado y evolución de los recursos sometidos a TAC y cuotas en el área del caladero de Gran Sol y Mar Céltico → no se hace referencia a las principales especies capturadas por la flota gallega en estos caladeros y éstas han visto incrementado sus cuotas en los últimos años.



- d. Esperamos con atención las determinaciones para las especies de aguas profundas → no se hace referencia general a su evolución o estado en el documento y se determinarán sus TAC y cuotas en octubre para el bienio 2017-2018 y se someterán a las restricciones de pesca en aguas profundas con determinadas artes de pesca.

[...] Las posibilidades de pesca de poblaciones de aguas profundas se fijan en el marco de un ciclo bienal y en noviembre se negociarán los TAC para 2017 y 2018. La Comisión está supervisando los compromisos de los Estados miembros realizados para 2015 y 2016 y seguirá teniendo en cuenta las características específicas de las poblaciones [...]



3. Sobre la determinación genérica de TAC y cuotas para 2017:

- a. Observamos con atención la determinación con la que la Comisión Europea propone el alcance del RMS en 2017 → señalan la importancia de alcanzar dicho nivel ya en el año próximo y hace un velado llamamiento al Consejo para que se comprometa a definir los TAC en esa línea.

[...] Para alcanzar el RMS a más tardar en 2020 es necesario que aumente el número de poblaciones que se capturan a niveles que se corresponden con él. A este respecto, la Comisión ha pedido a los organismos científicos consultivos que sigan la evolución de la mortalidad por pesca y el estado de las poblaciones en todas las cuencas marinas de la UE con vistas a alcanzar el objetivo de RMS en 2020.

Un paso importante para lograrlo es la intención de la Comisión de proponer TAC que se correspondan con el RMS en 2017. Para ello, será necesario que el Consejo se comprometa a adaptar sus decisiones a este enfoque [...]

- b. Esta determinación de alcance del RMS se ve condicionada por los criterios socioeconómicos → se valora especialmente esta consideración y se hace especial relevancia de la aportación de datos de impacto social y económico de cada restricción de las posibilidades de pesca → Galicia y España aportaron numerosos datos en años anteriores para este fin.

[...] Un retraso en la consecución del RMS más allá de 2017 solo sería aceptable en circunstancias bien determinadas en las que una reducción muy grande de las posibilidades de pesca pusiera en peligro la sostenibilidad social y económica de las flotas pesqueras afectadas. En estos casos excepcionales, la Comisión espera que los Estados miembros afectados presenten pruebas tangibles de dichos impactos sociales y económicos. [...]

- c. Si bien la indicación genérica de determinación de la propuesta de TAC y cuotas no ofrece variaciones sustanciales en lo que a tipos de orientación en función de los datos existentes, si se hace especial hincapié en el caso de aquellas especies y stocks para cuya determinación de TAC no existen datos o dictamen biológico → la aplicación excesivamente restrictiva del principio de precaución ha traído consigo numerosos impactos sociales y económicos en varias especies sin que existan motivos fundados para el recorte de cuotas o se haya mejorado la disposición de datos sobre los mismos.

[...] En ausencia de dictamen biológico, deben aplicarse propuestas adecuadas de TAC con arreglo al enfoque de precaución de forma sistemática, predefinida y transparente, de conformidad con el artículo 2, apartado 2, de la PPC. El CIEM está trabajando para desarrollar herramientas que colmen las lagunas existentes. [...]



- d. Se observa con optimismo la aplicación de criterios flexibles de determinación de TAC en el Báltico al amparo del nuevo plan plurianual definido para esta área de pesca → la determinación del RMS por rangos y no por cifra definida mejora las posibilidades de pesca y evita recortes o subidas superiores al 20% → mejora en la estabilidad social y económica de la pesquería.

[...] El plan establece objetivos de RMS con plazos para las poblaciones afectadas e introduce intervalos de mortalidad por pesca coherentes con el logro del RMS (F_{RDS}). Estos intervalos, procedentes de dictámenes científicos¹, incluyen todos los niveles de mortalidad por pesca que dan por resultado RDS a largo plazo en el mar Báltico. [...] La parte superior del intervalo también puede utilizarse para limitar las variaciones de los TAC de un año a otro (a un máximo del 20%). Si una población cae por debajo de niveles establecidos científicamente se prevén medidas para restaurarla por encima del nivel que permita producir rendimientos máximos sostenibles a largo plazo. [...]

¹ Presentados por el CIEM (Consejo Internacional para la Exploración del Mar).

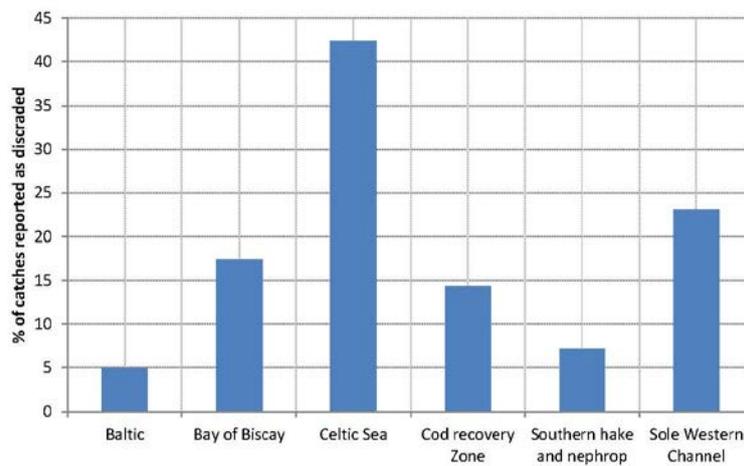


4. Sobre la aplicación de la normativa de eliminación de descartes y las medidas a implementar para su alcance:

- a. Vemos con preocupación la aplicación progresiva de la normativa sobre descartes en cuanto a que la inminente entrada en vigor de la prohibición para pesquerías más complejas en su composición de capturas podría dar lugar a problemas de alcance indeterminado, especialmente para los aspectos sociales y económicos:

[...] Resulta difícil evaluar los efectos socioeconómicos de la obligación de desembarque en la primera fase de esta. Actualmente se realizan algunos proyectos sobre las evaluaciones económicas. Los informes indican un posible aumento de la carga de trabajo (manipulación, transporte de capturas no intencionales), y que los ingresos de la venta de capturas que no alcanzan el tamaño mínimo establecido a menudo no cubren los costes adicionales. [...]

Este hecho se plasma de manera gráfica en la disparidad de la presencia de descartes en la actividad pesquera → se están aplicando fórmulas normativas uniformes a situaciones diferentes → el origen de la existencia de descartes puede venir de una baja selectividad en las artes (caso de algunas pesquerías en el Mar del Norte o Mar Céltico, como el eglefino y bacalao) o en la escasa disposición de cuotas (caso de Galicia en el Gran Sol).



Porcentaje estimado de capturas reconocidas como descarte por pesquerías sometidas a planes de recuperación



- b. Las herramientas disponibles no están dando los resultados esperados →
- i. La necesidad de disponer de cuotas adicionales para anotar contra ellas los descartes y las propias capturas están dificultando los intercambios y arriendos de cuota.

[...] Los pequeños buques pelágicos registran pérdidas al pescar grandes cantidades de especies para las que no tienen una cuota: el sector destaca que el arriendo de cuota resulta considerablemente más costoso que antes [...]

- ii. La aplicación de las variaciones al alza de los TAC (top-up) en función de la adaptación a la normativa de descartes no ha traído incrementos sustanciales capaces de corregir la aplicación de la normativa de obligación de desembarque → la propuesta de aplicar de nuevo el mismo método de cálculo y la indisposición de datos suficientes sobre descartes en cada pesquería hacen prever una continuidad de esta dificultad.

[...] Al igual que en 2016, la Comisión prevé ajustes de los TAC de las poblaciones afectadas por la obligación de desembarque a partir de 2017. La Comisión presentará el método utilizado para calcular los ajustes de los TAC del año pasado a su Comité Científico, Técnico y Económico de Pesca (CCTEP) para recibir asesoramiento. Si no dispone de datos sobre descartes validados o completos, la Comisión calculará los ajustes de los TAC sobre la base de extrapolaciones de datos cuando resulte aceptable metodológicamente. [...]

- c. Los mecanismos en desarrollo para mejorar la selectividad de las artes, el control o el aprovechamiento de las capturas no están ofreciendo avances significativos → casos como el uso de CCTV en buques daneses, la ampliación de malla de red en Bélgica para disminuir la captura de inmaduros (con una reducción añadida del 16% en la captura de ejemplares de talla comercial) o la búsqueda de usos alternativos para las capturas en España no dan respuesta a las necesidades de esta normativa.
- d. Las posibilidades de uso del FEMP para desarrollar mecanismos que logren solventar las dificultades de implementación de esta normativa chocan con la indeterminación de las aplicaciones prácticas a poner en marcha → sobre todo en dos aspectos: la necesidad de



XUNTA DE GALICIA

Documento analítico
COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO
Consulta sobre las posibilidades de pesca para 2017 en virtud de la Política Pesquera Común
COM (2016) 396 final
Influencia sobre las flotas gallegas

ajustar las condiciones de trabajo a bordo y las instalaciones de almacenamiento y el destino de las capturas desembarcadas que no alcanzan el tamaño mínimo establecido no pueden utilizarse para consumo humano directo.



Propuestas y demandas de Galicia en relación a la determinación de las posibilidades de pesca para 2017

- La Comunicación de la Comisión sobre las posibilidades de pesca para 2017 debería poner algunos ejemplos de la reducción de capacidad y de esfuerzo pesquero que ha tenido que hacer la flota comunitaria para ajustarse a los planes que han conducido al RMS:
 - Entendemos que la trayectoria ascendente del número de especies en buen estado en aguas europeas es el resultado del esfuerzo desarrollado por el sector pesquero europeo a la hora de restringir su nivel de actividad y de minorar su capacidad de pesca → Este esfuerzo ha sido desarrollado de manera desigual por las flotas de los Estados Miembros y entre las diferentes pesquerías. En particular, la flota gallega se ha reducido en un 20% entre 2004 y 2014, con una rebaja sustancial en flotas como la de palangre de fondo y arrastre en aguas de NEAFC (-50%) y la de arrastre de fondo en el caladero Cantábrico y Noroeste (-30%), así como la de artes menores, que perdió 939 unidades en este período (-20%).

- **GENÉRICAS:**
 - Se deberá tener especial atención a la aportación de datos socioeconómicos ante la posibilidad de presentación, por parte de la Comisión Europea, de propuestas de ajuste de cuotas inasumibles en términos sociales o económicos → aplicando ejemplos como el de la bacaladilla o la merluza en el pasado año.
 - Se propugna la flexibilización de la determinación de TAC y cuotas en aquellos casos de inexistencia de datos biológicos suficientes para realizar dictamen sobre las posibilidades de pesca y en los que se aplica el principio de precaución → las consecuencias de la falta de datos o estudios pertinentes nunca deben ser soportadas por la comunidad pesquera en cuanto a que se motiva en una causa atribuible a las administraciones implicadas en la gestión y ordenación pesquera.
 - Se estima que, conforme a lo debatido y consensuado por las organizaciones europeas del sector pesquero, así como en el seno del Comité Consultivo de Pesca y



Acuicultura con la Comisión Europea, que las reducciones de TAC, en ningún caso, se podrían fijar por encima del nivel del 15%, con el fin de poder hacerlas asumibles para el sector, si bien en aquellos casos donde las tendencias de capturas y desembarques se estimen estables se debería dar una continuidad en el mantenimiento de las cuotas.

➤ **DESCARTES:**

- Se hace especial hincapié en la necesidad de mejorar de forma rápida la disposición de mecanismos efectivos que permitan aplicar la normativa de obligación de desembarque de todas las capturas → especialmente en el caso de las pesquerías mixtas de NEAFC se deberá:
 - Verificar que la determinación al alza de los TAC (top-up) de las especies objeto de aplicación de la obligación de desembarque en 2016 tenga una aplicabilidad real y aproximada a la realidad de la pesquería, así como se aplique la mayor flexibilidad posible en su cálculo (especialmente en la aplicación posterior de la deducción de *mínimis*, cuya pertinencia reclaman España, Portugal y Francia, fundamentalmente).
 - Demandar la asignación de cuota de especies en cuyo TAC no participamos y de los cuales se produce una presencia apreciable en la composición de capturas (ochavo, bacalao, eglefino, etcétera) → se trataría de conseguir cuota para evitar su descarte o su anotación contra cuotas de especies de exigua asignación a España (gallo, rape, etc) y siempre sin variar la distribución del TAC global del Atlántico NE (caso de la merluza) o entre zonas (caso de las zonas VI y IV).
 - Plasmar en propuestas la posibilidad de cooperar a nivel regional de los Estados miembros para aplicar la obligación de desembarque. En este sentido, es fundamental aprovechar la posibilidad, que recuerda al documento de posibilidades de pesca para 2016 de la COM, de desarrollar recomendaciones regionales conjuntas para un plan de descartes (que puede transponerse en condiciones definidas en los



Reglamentos de la Comisión aplicables a todos los buques afectados).

- Aprovechar la mayor libertad otorgada a los Estados miembros en cuanto a la introducción progresiva de la obligación de desembarque (a partir de 2016 para las especies que definen la pesquería, hasta finales de 2018 para las demás especies de la pesquería).
- Utilizar todas las disposiciones aplicables en el plan de descartes que pueden afectar a la necesidad y magnitud de los ajustes de los TAC y al desarrollo de la pesquería tales como la mejora de la gestión de las cuotas a escala nacional (incluidas estrategias de intercambio de cuotas) y el uso de flexibilidad de cuotas interpoblacionales.
- Establecer medidas conducentes a evitar la subutilización de las cuotas por parte de los Estados miembros, estableciendo canales de transferencia e/o intercambio que posibiliten que aquellas flotas con cuotas insuficientes puedan aprovechar las cantidades no consumidas por otras unidades pesqueras.



➤ **POR ZONAS:**

- Pesquerías de especies pelágicas en el Atlántico Nororiental:
 - Entendemos que deberían adoptarse medidas de gestión con carácter urgente que permitiesen una recuperación del estado del recurso o bien disponer acciones coercitivas que implicasen un desincentivado de la pesca por encima del RMS para los terceros Estados.
 - Propugnamos una diferenciación en los niveles de asignación de cuotas en función de los destinos de la pesca extraída (industrial o consumo humano directo) y de las artes de pesca empleadas (selectividad y cantidad extraída) → diferenciando el impacto de cada flota sobre el recurso y su posterior obtención de Valor Añadido Bruto:
 - Nuestra flota no es la responsable de la situación actual del lirio, porque pesca solo 2,77% (2014) de las capturas totales, y de la caballa, donde extrae una cantidad similar, siendo este porcentaje ciertamente ínfimo en comparación con el capturado por otras flotas. De este modo, no podemos atribuir a la explotación del stock sur de ambas especies los problemas que se observan en la pesquería del norte, donde actúa la flota industrial de varios países nórdicos.
 - No es la misma pesquería que se realiza en el norte, dirigida a la fabricación de harina de pescado, que la que realiza la flota española, básicamente gallega, en el sur, ya que ésta dedica sus capturas al consumo humano.
 - No tiene la misma afectación social y económica, ya que es mayor en el sur, donde se pesca con flotas no industriales y que descargan sus capturas diariamente
 - No tenemos la misma capacidad de captura en el norte que en el sur, ya que el sur solo agrupa el 4,2% del TAC total de lirio y un 3,7% del de caballa en las aguas del Atlántico Nordeste.



- Parece recomendable establecer una gestión uniforme de aquellas especies pelágicas distribuidas sobre las dos zonas del Cantábrico y Noroeste con una pesquería idéntica (arrastre, cerco y enmalle dirigida sobre el jurel y solo cerco en el caso de la anchoa) de forma que la disparidad de criterios de fijación de cuotas en ambas zonas no afecte a la programación de la actividad por parte de la flota.
 - Atendiendo a criterios biológicos no se puede considerar la separación plena de los stocks (al menos en las zonas de confluencia de ambas áreas), por lo que se deberá entender que la flexibilidad del 5% para traspaso de cuota entre zonas propuesta de forma genérica en la pesca se debería ampliar de forma sustancial (en torno a un 25%-40%), habida cuenta de la imposibilidad de sostener esta rigidez de separación de stocks esta zona de transición o solapamiento entre ambos stocks (siguiendo el ejemplo de la misma flexibilidad entre las zonas VIIIc e VIIIb en el caso del jurel, que alcanza el 50%).

- Caladero Cantábrico y Noroeste y Golfo de Vizcaya →
 - Se debe abordar la recuperación del estado de la merluza y el gallo mediante la adopción de medidas de redistribución de cuotas a nivel interno y externo → centrando el esfuerzo pesquero en las flotas más dependientes y evitando desequilibrios de mortalidad por pesca causados por la ineficiencia en el aprovechamiento de cuotas por parte de las diferentes flotas.

 - Se debe defender ante la Comisión Europea la necesidad de llevar a cabo campañas de prospección y análisis de seguimiento de poblaciones en esta área (la propia Comisión reconoce que solo se dispone de un reducido número de evaluaciones de poblaciones para el Golfo de Vizcaya y las



aguas atlánticas de la Península Ibérica), lo que lleva a una aplicación genérica del principio de precaución con los consiguientes perjuicios para la flota en términos socioeconómicos → afectando precisamente a comunidades pesqueras altamente dependientes de la pesca.

- Aguas comunitarias del Mar Céltico y Oeste de Escocia
 - Se apoya la continuidad en la mejora de los datos de las poblaciones de especies capturadas por la flota gallega en estos caladeros, que demuestren el buen estado y la evolución positiva de los mismos de cara a la posible eliminación del enfoque de precaución.

- Aguas ICCAT
 - Se apoya una continuidad de los TACs del pez espada norte y sur, a la espera de la evaluación completa que el Comité Permanente Científico (SCRS, en sus siglas en inglés) llevará a cabo en 2017.

- Aguas NAFO
 - Es imprescindible, en el caso del fletán negro, que se llegue a la implantación de la nueva norma de control de capturas (HCR en sus siglas en inglés) en enero de 2018. Se apoya un incremento del TAC de 2017.
 - Para el bacalao es importante la evaluación de los puntos de referencia (“benchmark”) que se llevará a cabo en 2017, para fijar normas de explotación más afinadas.
 - En gallineta 30 debe mantenerse el status quo del TAC actual de la pesquería.